

## L'OPINION DU GOUVERNEMENT AU SUJET DU CHÔMAGE

**M. Bob Rae (Broadview-Greenwood):** Madame le Président, quand nous aurons le compte rendu des dépositions du gouverneur Bouey, on y lira je pense que les marchés du travail étaient tendus et qu'il fallait donner plus de mou à l'économie avant de pouvoir dire que la guerre contre l'inflation se terminerait par une victoire. Je voudrais donc demander au premier ministre, puisque nous avons dans les tranchées de la guerre contre l'inflation plus de 900,000 sans-emploi comme soldats et que le général Bouey dit, en général de la première grande guerre: «Envoyons encore un demi-million d'hommes dans les tranchées combattre l'inflation», s'il est d'avis et si son gouvernement est d'avis que le chômage doit augmenter? Et dans l'affirmative, jusqu'où le taux de chômage doit-il aller? Est-ce que le premier ministre accepte la politique du gouverneur de la Banque du Canada à cet égard, est-ce qu'il veut jouer franc jeu avec les Canadiens et dire à quel taux de chômage il va falloir atteindre exactement pour mener cette inutile guerre de tranchées contre l'inflation?

● (1425)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député demande si le gouvernement ou le gouverneur de la Banque du Canada sont d'avis que le chômage doit augmenter. Ce n'est pas du tout l'avis du gouvernement, et je viens de mettre le député au défi de faire voir l'endroit où le gouverneur a jamais utilisé ces termes. Le député me dit que nous verrons quand nous aurons le compte rendu. J'invite le député à jouer franc jeu, à avouer tout de suite qu'il ne fait que broder sur des manchettes et non sur des déclarations exactes.

**Des voix:** Bravo!

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT AU SUJET DES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Bob Rae (Broadview-Greenwood):** Madame le Président, le premier ministre est un affabulateur remarquable. Je lui signale simplement ceci: quand le gouverneur de la Banque du Canada affirme que, selon lui, les marchés de la main-d'œuvre sont très serrés et que l'économie tourne à pleine capacité, cela signifie qu'il estime que nous devons diminuer cette dernière pour juguler l'inflation ou encore que nous pouvons tolérer un taux de chômage plus élevé.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Rae:** Le gouverneur Bouey a également dit, entre autres choses, que le gouvernement et lui-même avaient commis une erreur en réduisant les taux d'intérêt entre le mois d'avril et le mois de juillet de l'année dernière. Comme le gouvernement s'est beaucoup vanté de cette diminution des taux d'intérêt au cours de cette période et comme cette initiative était une décision politique consciente—c'était même en fait l'expression d'une partie du génie du ministre des Finances—je voudrais demander au premier ministre s'il approuve le gouverneur Bouey lequel lorsqu'il affirme que le gouvernement a commis une erreur en réduisant les taux d'intérêt à cette époque? Le premier ministre pourrait-il nous dire s'il a l'intention de réduire progressivement les taux d'intérêt ou s'il a l'intention de les maintenir au niveau que le gouverneur Bouey considère, d'après ce qu'il a dit hier, comme tout à fait acceptable et qui,

## Questions orales

selon lui, sont nécessaires si le gouvernement veut mettre en œuvre sa politique?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, j'estime que le génie du ministre des Finances n'a pas besoin qu'on l'exalte.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** En ce qui concerne la responsabilité à l'égard des taux d'intérêt, tous les députés à la Chambre connaissent les règles du jeu. Quand les taux d'intérêt montent, le gouvernement blâme l'opposition et quand ils descendent, il dit que c'est un coup de chance.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** C'est la règle que le député suit, c'est celle que suivent tous les députés.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nielsen:** C'est l'inverse qu'il fallait dire.

\* \* \*

## LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT AU CANADA

## LA NOMINATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Madame le Président, je voudrais pouvoir féliciter le gouvernement mais en toute honnêteté, il ne le mérite pas.

Voici la question que je voudrais poser au premier ministre. Jeudi dernier, les actionnaires de la CDC se sont réunis à Winnipeg pour réélire les membres du conseil d'administration et tenir leur assemblée annuelle. Le gouvernement a désigné quatre membres du conseil d'administration soit M. Maurice Strong, bras droit du premier ministre, et trois autres libéraux. Est-il exact que le sous-ministre des Finances, M. Ian Stewart, ait fait savoir aux membres du conseil d'administration de la CDC avant l'assemblée des actionnaires que le gouvernement voulait faire entrer deux membres de plus au conseil; M. Joe Bell, vice-président de Petro-Canada et M. David Beatty, ancien associé de Jim Coutts dans la société Canada Consulting, et que ces deux personnes devraient absolument faire partie du conseil d'administration sinon le gouvernement liquiderait tous les membres du conseil d'administration de la CDC? Est-ce exact?

De toute évidence, le conseil d'administration a refusé de se laisser impressionner par cette menace étonnante et le gouvernement a renoncé à son dessein, juste avant la séance. Le premier ministre peut-il confirmer si c'est exact et si M. Stewart a été autorisé par le gouvernement à s'adonner à ce trafic d'influence?

Le premier ministre pourrait-il expliquer par ailleurs pourquoi le gouvernement a agi de la sorte et s'il accepterait que l'on fasse une enquête publique sur tous les agissements se rapportant à la Corporation de développement du Canada depuis un mois environ, sur son orientation future, sur l'avenir du conseil d'administration ou de soumettre la question au comité des finances de la Chambre?